

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 319/ Décembre 2020

TENDANCES CONJONCTURELLES

3^e TRIMESTRE 2020

Affaiblie mais résiliente, l'économie calédonienne est déjà tournée vers 2021

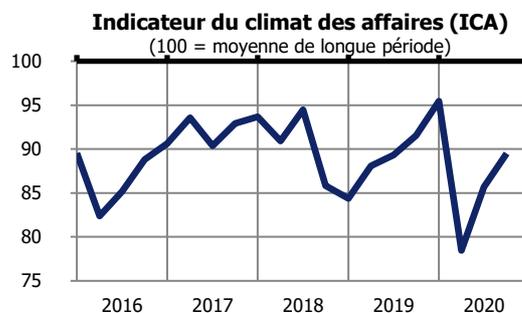
Poursuite du redressement du climat des affaires mais des signes de plafonnement

Au 3^e trimestre 2020, l'indicateur du climat des affaires (ICA), qui exprime l'opinion des chefs d'entreprise interrogés sur la conjoncture, gagne 3,8 points et poursuit donc son redressement entamé au 2^{ème} trimestre. La remontée de 11 pts de l'indice sur deux trimestres ne suffit toutefois pas encore à effacer complètement la chute inédite enregistrée au 1^{er} trimestre (-17 pts). L'indice s'établit ainsi à 89,5 points, un niveau proche de sa moyenne 2019 (pré crise de la Covid-19) et correspondant à une zone de conjoncture « faible à modérée ».

L'amélioration de l'indicateur s'explique essentiellement par la composante du trimestre écoulé, traduisant une poursuite de la normalisation de la situation dans la plupart des secteurs, après les perturbations de la période de confinement. Un rattrapage (compensation de la période d'inactivité), voire un regain de dynamisme est même observé dans certains secteurs : automobile, travaux de rénovation, amélioration de l'habitat... L'emploi est également mieux orienté et les tensions sur les délais de paiement semblent s'être sensiblement atténuées, contrairement à celles sur les délais et les coûts d'approvisionnement.

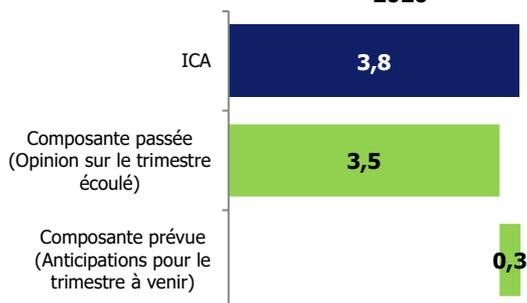
En revanche, la composante prévue, qui résume l'appréciation des chefs d'entreprise pour le trimestre à venir, est quasiment stable (contribution marginale à la hausse de l'ICA avec +0,3 point), laissant penser que le redressement pourrait déjà plafonner après ce rebond « mécanique ». Les perspectives d'activité notamment cessent de s'améliorer et pèsent sur l'indice. Les chefs d'entreprise se montrent inquiets et frileux : la priorité est donnée au renforcement de leur trésorerie alors que les projets d'investissements s'amourent ou se décalent. Le contexte est en effet particulièrement troublé, avec une crise sanitaire mondiale qui s'installe dans la durée à laquelle s'ajoute un manque de visibilité lié aux évolutions institutionnelles (tenue du 2^e référendum d'autodétermination, potentielle troisième consultation, nature du futur statut...) et des tensions autour de la cession de l'usine du Sud et plus globalement de l'avenir du secteur nickel calédonien.

Les dispositifs d'aides déployés ont manifestement contribué à donner du temps et de l'air aux entreprises, et éviter des effets en cascade négatifs. Toutefois, les préoccupations pour l'année 2021 sont multiples et prégnantes, avec notamment des questionnements sur la solvabilité des entreprises les plus fragiles, une fois les mesures de soutien retirées, et sur la situation des finances publiques déjà tendue avant la crise. Avec d'un côté des dépenses supplémentaires liées aux quatorzaines, aux différentes mesures de soutiens (notamment pour les secteurs durablement sinistrés par la pandémie mondiale), et de l'autre des baisses prévisibles des recettes fiscales (IS, TGC ...), l'équation autour de la contrainte budgétaire est en effet délicate.



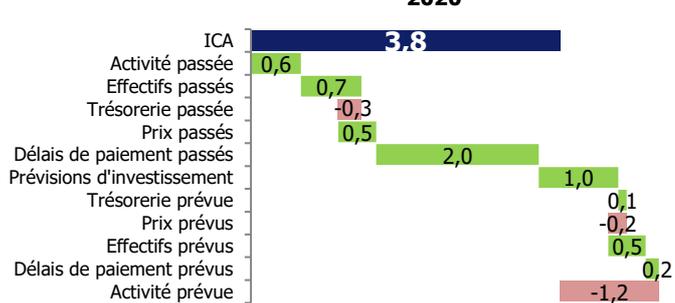
Source : Enquête trimestrielle de conjoncture de l'I'EOM

Contribution à l'évolution de l'ICA au 3^e trimestre 2020



Source : enquête trimestrielle de conjoncture de l'I'EOM

Contribution à l'évolution de l'ICA au 3^e trimestre 2020



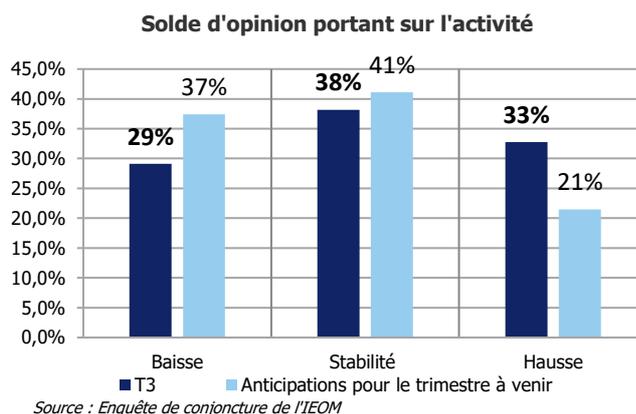
Source : enquête trimestrielle de conjoncture de l'I'EOM

L'activité des entreprises se redresse mais les facteurs d'inquiétudes demeurent

L'activité des entreprises se redresse au 3^e trimestre avec 70 % des chefs d'entreprise interrogés par l'IEOM faisant état d'une stabilité ou d'une hausse de leur activité sur le trimestre, contre 40 % au 2nd trimestre. En revanche, ils sont moins nombreux à tabler sur une poursuite de l'amélioration le trimestre prochain (21 %) de, ce qui laisse penser que la tendance à l'amélioration pourrait déjà plafonner après ce redressement.

Au global pour l'année 2020, les entreprises sont 44 % à anticiper une stabilité ou une hausse de leur chiffre d'affaires et 56 % une baisse, dont 26 % une baisse supérieure à 25 %.

Par ailleurs, elles sont autant affectées par un allongement des délais d'approvisionnement qu'au trimestre précédent (56 %), ce qui ralentit leur réassort et engendre donc des tensions sur les stocks. De la même façon, les coûts des approvisionnements aériens et maritimes continuent d'être des facteurs de préoccupation.

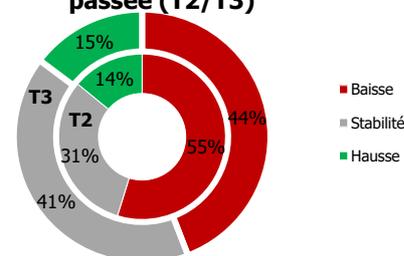


Légère diminution des difficultés de trésorerie des entreprises

La reprise de l'activité, observée au 3^e trimestre, s'accompagne d'une légère amélioration de la situation de trésorerie des entreprises même si les tensions persistent : 66 % des professionnels indiquent une trésorerie stable ou en hausse contre 44 % au 2^e trimestre. Cette légère amélioration se retrouve dans un moindre recours à des mesures particulières pour faire face à d'éventuelles difficultés de trésorerie (22 % contre 13 % au trimestre précédent).

Le levier des délais de paiement est notamment moins utilisé (13 % des entreprises au 3^e trimestre contre 23 % au 2^e trimestre). Leur amélioration sur le trimestre contribue d'ailleurs sensiblement à la hausse de l'ICA (+2 pts), ce qui traduit bien l'atténuation à court terme d'un risque d'effet boule neige entre clients - fournisseurs et donc une limitation des risques de défaillance et de destruction d'emploi.

Solde d'opinion portant sur la trésorerie passée (T2/T3)

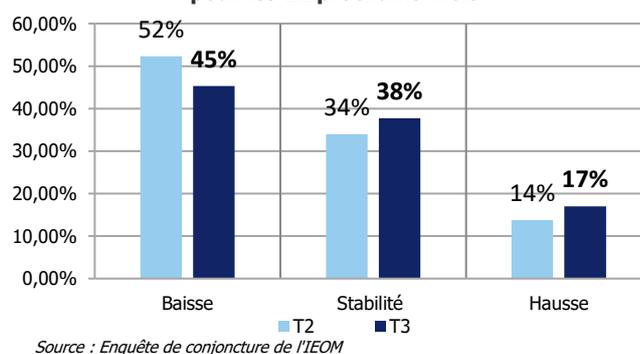


L'épargne de précaution prévaut sur l'investissement pour les entreprises

Les arbitrages des chefs d'entreprise continuent de prioriser le renforcement de la trésorerie plutôt que des projets d'investissement. Ainsi, les prévisions d'investissement sont en berne : 45 % des entreprises prévoient une baisse dans les 12 prochains mois (52 % au 2^e trimestre). Cette faible propension à investir est confirmée par la baisse des importations d'équipement (-20,6 % par rapport au 2^e trimestre et -6,6%, données CVS).

Ce même message est également corroboré par la poursuite de la hausse atypique des dépôts à vue des entreprises (+11,3 milliards XPF au 3^e trimestre, après +15,7 milliards XPF), alors qu'elles restent réticentes à s'endetter : en dehors du recours aux PGE (le montant total pré-accordé s'établit à 19,8 milliards XPF à fin septembre), la production de crédits aux entreprises a diminué sensiblement tant par rapport au trimestre précédent (-10,3 milliards XPF) que par rapport à la même période en 2019 (-23,2 milliards XPF). Au mois de septembre, elle atteint même un point bas historique en tombant sous les 20 milliards XPF.

Prévisions d'évolution des investissements pour les 12 prochains mois



La vulnérabilité des entreprises ne montre pas de signe d'aggravation pour le moment

Au regard des indicateurs de vulnérabilité des entreprises, les mesures de soutien et d'accompagnement mises en place par les pouvoirs publics ont semble-t-il, pour l'instant, permis de protéger le tissu d'entreprises : au 30 septembre 2020, le nombre de défaillances demeure limité (54 au 3^e trimestre, contre 62 au 1^{er} trimestre, et 136 au 3^e trimestre 2019), les cessations sont à un plus bas, le nombre de personnes morales interdites bancaires recule pour le 2^e trimestre consécutif (-4,8 % par rapport au trimestre précédent et -8,7 % en glissement annuel) et le taux de créances douteuses des établissements de crédit locaux reste également stable (3,59 %).

Si ces évolutions sont rassurantes à court terme, les risques pour les mois à venir ne sont pas pour autant levés, compte tenu des délais de transmission et surtout de l'impact de l'arrêt progressif des mesures de soutien. Au-delà des tensions de trésorerie, c'est donc la problématique de la solvabilité des entreprises les plus fragiles qui pourrait faire l'objet de préoccupations grandissantes.

Le marché de l'emploi se stabilise

Après la chute importante enregistrée au 1^{er} trimestre (-3,1 % sur un trimestre, CVS), l'emploi salarié privé progresse légèrement au 2^e trimestre (+0,3 %) pour s'établir à 64 263 salariés (CVS). Les secteurs concernés par une augmentation des effectifs sont les services, l'industrie et l'agriculture alors que le BTP continue de détruire de l'emploi. À l'inverse, l'emploi public (21 830 salariés, données CVS) enregistre un troisième trimestre de contraction (-0,3 % par rapport au trimestre précédent, CVS) en lien avec la réduction des effectifs de contractuels (-1,2 % sur un trimestre, CVS) tandis que les effectifs de fonctionnaires locaux augmentent (+0,4 %, CVS).

Au 3^e trimestre, selon l'enquête IEOM, les entreprises font globalement état d'une poursuite de cette stabilisation, voire d'une légère amélioration de l'emploi salarié privé. Déjà, sur le trimestre, plus de 40 % des entreprises n'ont recours à aucune mesure particulière sur l'emploi, contre seulement 9 % au 2^e trimestre. Seules 16 % d'entre elles ont encore recours au chômage partiel contre 27 % au deuxième trimestre, et 15 % aux congés contre 28 % au deuxième trimestre. Malgré ce retour à une relative normalisation de l'activité, 8 % des entreprises ont tout de même été contraintes de licencier mais, en parallèle, 13 % d'entre elles ont réalisé des recrutements (4 % au trimestre précédent).

Regain de vigueur de la consommation des ménages

Au 3^e trimestre, les ménages calédoniens, qui avaient renoué avec leurs habitudes de consommation au cours du 2nd trimestre, ont puisé dans l'épargne « forcée » constituée pendant le confinement : les flux d'épargne se sont réduits de 4,6 milliards XPF au 3^e trimestre après une hausse de 9,7 milliards XPF au 2^e trimestre. Par ailleurs, la production de crédits à la consommation et à l'habitat a fortement augmenté par rapport au 2^e trimestre 2020 (+8,6 milliards XPF) et a même augmenté en glissement annuel (+2,3 milliards XPF par rapport au 3^e trimestre 2019).

Cet arbitrage favorable à la consommation des calédoniens a notamment bénéficié aux secteurs de l'automobile, des travaux de rénovation ou encore de l'amélioration de l'habitat. Ainsi, Les immatriculations de véhicules particuliers neufs enregistrent leur plus haut niveau depuis fin 2014 (+58,5% en glissement annuel, et +42,3% par rapport au trimestre précédent, CVS) et sont en hausse de 15 % sur les neuf premiers mois de l'année. Le marché de l'occasion est également bien orienté au 3^e trimestre. Les transferts de cartes grises atteignent un niveau record (7 100 transactions en données brutes) sans toutefois permettre de compenser la faiblesse des deux premiers trimestres de l'année.

Enfin, au 3^e trimestre 2020, l'indice des prix à la consommation est en repli, tant par rapport au trimestre précédent (-0,3 %) que sur un an (-0,9 %). Cette baisse est marquée par la diminution de 1,2 % des prix de l'énergie (baisse des prix du pétrole) et des produits manufacturés (-0,6%) en lien avec les soldes d'hiver et dans une moindre mesure de l'alimentation (-0,3%).

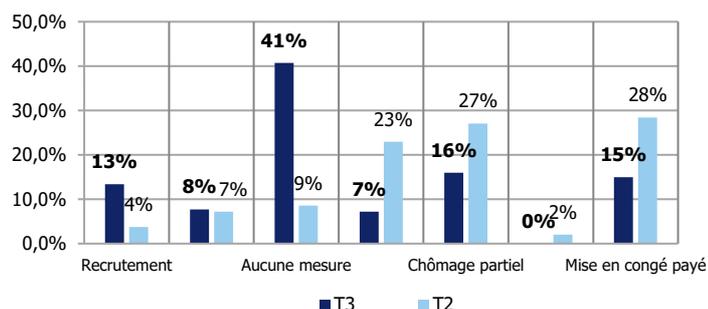
Les importations poursuivent leur diminution

Au 3^e trimestre, les importations diminuent de 9,9 % (en rythme trimestriel, données CVS) du fait d'une forte diminution des importations d'énergie (-30%). Les importations de biens de consommation durable enregistrent toutefois une nette progression (+17 %) après la chute observée au 2^e trimestre. En glissement annuel, la contraction de 24 % est à relier à l'effet mécanique de la chute des achats de matériel de transport (-63 %) inhérentes aux dépenses exceptionnelles de 2019 (livraison d'un Airbus de la flotte Aircaïn et de véhicules de transports en commun).

De leur côté, les exportations restent relativement stables (données CVS) après avoir enregistré une baisse de 15,1 % au trimestre précédent. En raison d'un effet prix défavorable sur les exportations de produits du nickel, elles chutent de 27 % en glissement annuel pour s'établir à 39 milliards XPF.

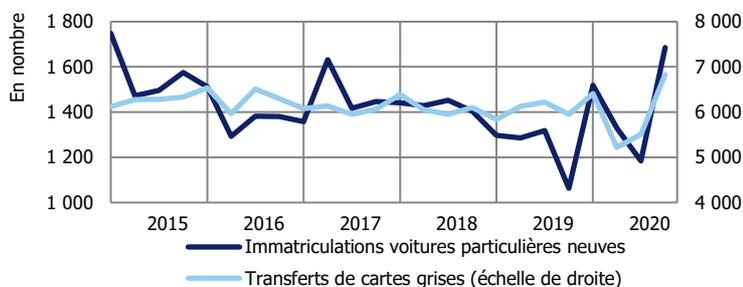
Au final, les importations diminuant plus vite que les exportations, le déficit commercial se réduit de 22,6 %, induisant une amélioration du taux de couverture (+6,1 points) qui s'établit à 62,6 % au 3^e trimestre 2020.

Mesures concernant l'emploi au 2e et 3e trimestre



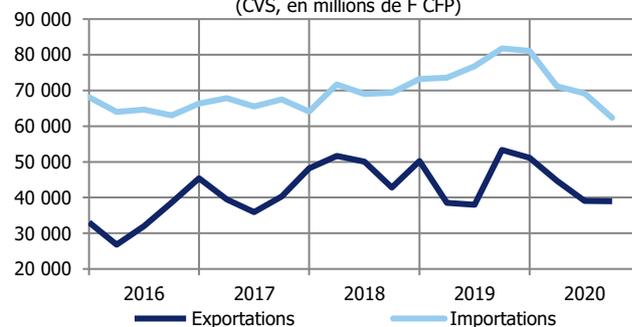
Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

Marché de l'automobile



Sources : ISEE, DITTT, Cvs

Échanges commerciaux (CVS, en millions de F CFP)



Sources : Service des Douanes, ISEE

Un retour à un niveau d'activité « normal » dans la plupart des secteurs

Alors que l'on s'éloigne de la période de confinement, la crise sanitaire, qui perdure au plan international, continue d'affecter l'économie calédonienne, le territoire restant isolé vis-à-vis de l'extérieur. Cette situation induit une dichotomie entre les secteurs les plus exposés à l'externe et ceux qui s'appuient essentiellement sur le marché interne.

Dans le secteur **primaire** (agriculture, pêche, aquaculture), la production est peu impactée, soutenue par la consommation locale. Au 3^e trimestre, la filière viande affiche des abattages en hausse tant pour le bovin que pour le porcin (respectivement +2,7 % et +6,5 % sur un trimestre, CVS). En revanche, les filières davantage tournées vers l'export (aquaculture et pêche notamment) sont susceptibles de rencontrer quelques difficultés inhérentes au sur stockage de la clientèle. Si le niveau des exportations reste plutôt bien orienté ce trimestre (+1,0 % pour les crevettes et +15,9 % pour le thon, CVS), certains professionnels anticipent d'ores et déjà une baisse des commandes pour 2021. Dans ce contexte, la moitié des professionnels interrogés déclare une hausse de chiffre d'affaires au 3^e trimestre 2020 (par rapport au 3^e trimestre 2019).

De la même manière que pour le secteur primaire, le secteur du **commerce** s'en sort relativement bien depuis la fin du confinement. Certains établissements ont pu bénéficier d'effets de rattrapage du fait du « confinement externe » des Calédoniens (maintien sur le territoire d'une partie de la population détentrice d'un pouvoir d'achat élevé). Dans l'ensemble, la majorité des entreprises (3 / 4) reporte un chiffre d'affaires en hausse par rapport au 3^e trimestre 2019.

À la sortie du confinement, bien que restant sur un niveau relativement faible (comparativement à la dernière décennie), le secteur du **BTP** a enregistré un léger mieux. Près de 70 % des entrepreneurs interrogés font état d'une stabilité ou une hausse de leur chiffre d'affaires par rapport au 3^e trimestre 2019. Une partie des entreprises a en effet pu bénéficier d'un regain d'activité (notamment des travaux de rénovation et d'amélioration de l'habitat des particuliers). Au 3^e trimestre 2020, la consommation de ciment, qui permet d'approximer le courant d'affaires du secteur, progresse de 4,2 % (Glissement trimestriel, CVS).

Dans **l'industrie et les services**, les situations sont plus contrastées. Selon les résultats de l'enquête, les professionnels sont encore 2/3 à déclarer une stabilité ou une baisse de leur chiffre d'affaires par rapport au 3^e trimestre 2019.

Un secteur touristique en crise

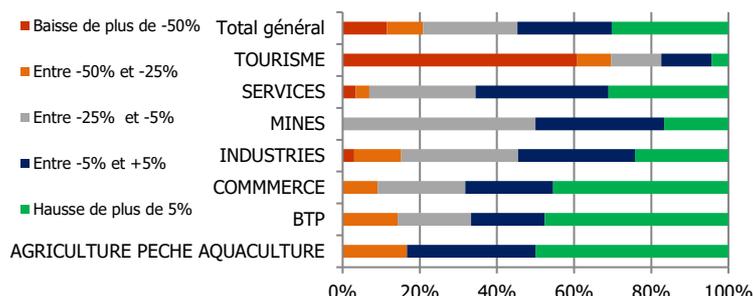
Depuis le 1^{er} trimestre 2020, le trafic des passagers internationaux s'est écroulé en raison de la fermeture des frontières. Après les rapatriements des calédoniens bloqués à l'étranger, les avions sont principalement dédiés au fret et au transport de personnes voyageant pour un motif « impérieux ». Cette situation de « confinement externe » a été prolongée jusqu'à fin juillet 2021 et reste assortie d'une quatorzaine obligatoire dans un hôtel, dont le nombre de place a été limité à 300. Ainsi, au 1^{er} trimestre, 130 000 passagers arrivaient sur le territoire, contre 7 000 au 2^e trimestre, et 14 836 au 3^e trimestre. Les non-résidents arrivant sur le territoire sont donc presque exclusivement des métropolitains et des wallisiens venant pour motifs professionnels, ou personnels.

Par ailleurs, le trafic aérien interne n'est pas encore revenu au niveau d'avant crise. 90 402 passagers ont voyagé sur les lignes d'AirCalédonie au 3^e trimestre 2020 contre 114 885 passagers sur la même période un an plus tôt (soit -21 %). Bien que connaissant un regain de dynamisme, le tourisme domestique n'a permis de compenser que partiellement les pertes engendrées par l'arrêt total du tourisme international. Les structures hôtelières restent ainsi fortement touchées même si la réquisition (pour quatorzaine) de certains établissements ainsi que la poursuite des mesures de soutien (notamment chômage partiel) permettent d'éviter jusqu'à présent les faillites.

Au-delà des structures d'hébergement, c'est tout un pan de l'industrie touristique du territoire qui demeure à l'arrêt : l'activité de croisière (la Nouvelle-Calédonie n'accueille plus de paquebot depuis le 1^{er} trimestre) et tout son écosystème, une partie des excursionnistes ou encore les agences de voyage.

Dans ce contexte, 77 % des chefs d'entreprises interrogés dans le secteur touristique déclarent une baisse de leur chiffre d'affaires dont 65 % un recul supérieur à 50 % (entre le 3^e trimestre 2020 et le 3^e trimestre 2019).

Évolution du CA au T3 2020 (par rapport au T3 2019)



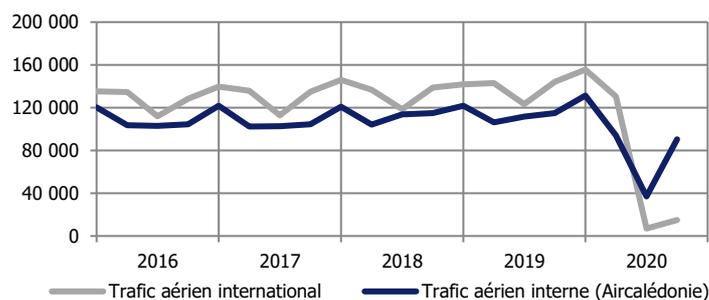
Source : enquête de conjoncture de l'IEOM

Ventes de ciment



Source : Holcim, CVS par l'IEOM

Trafic passagers aérien



Source : CCI

Le secteur nickel résiste mais les incertitudes demeurent

Malgré de fortes incertitudes pesant sur le marché (niveau de la reprise économique mondiale et donc de la demande, hausse des stocks...), les cours sont orientés à la hausse : ils gagnent 16,7 % par rapport au trimestre précédent (à 14 231 \$/tonne en moyenne sur le trimestre) et ont terminé le trimestre au-dessus de 16 000 \$/tonne. Ils sont notamment soutenus par une augmentation de la demande pour les batteries électriques et l'inoxydable, et des contrats à terme, alors qu'en parallèle, la production de nickel diminue et pourrait être, selon certaines sources, inférieure de 17 % à celle de 2019.

Au plan local, la **production minière** poursuit sa dynamique de croissance. Au 3^e trimestre 2020, l'extraction progresse sensiblement (+15,7 % en rythme annuel) tirée essentiellement par le minerai latéritique (+68,7 %). Suivant la même tendance, les exportations de minerais enregistrent une nouvelle augmentation tant en volume (+5,9 %) qu'en valeur (+6,3 %).

De son côté, la métallurgie continue d'évoluer dans un climat tendu et pesant, notamment sur le plan social et sociétal, l'actualité du secteur étant dominée par le processus de rachat de l'Usine du Sud. Au 3^e trimestre, la **production métallurgique** se contracte légèrement sur un an (-0,8 %). L'arrêt temporaire d'un des fours de l'usine du Nord (pour maintenance et stabilisation des processus), explique l'essentiel du recul de la production de ferronickel (-11,2 %). De son côté, l'usine du Sud, pour qui le recentrage autour du NHC (arrêt de la raffinerie et donc de la production d'oxyde de nickel et de carbonate de cobalt) est désormais totalement effectif, voit sa production augmenter de 29,4 %. Les volumes exportés de produits du nickel s'établissent à un niveau supérieur à celui du 3^e trimestre 2019 (+5,2 % en rythme annuel). En revanche, en valeur, les exportations sont bien inférieures (-27,1 %) en lien avec la baisse du niveau des prix en glissement annuel (au 3^e trimestre 2019, le cours du nickel avait enregistré un pic à plus de 18 000 \$/tonne) ainsi qu'au recentrage stratégique opéré sur le site de Goro.

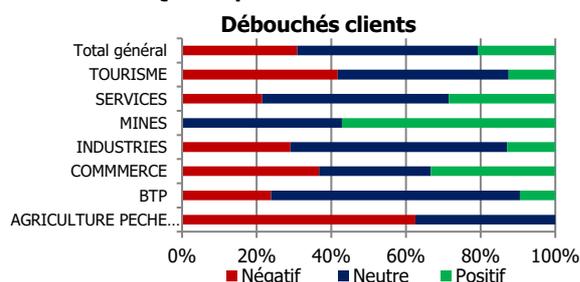
Un impact conséquent pour 2020 et des inquiétudes palpables pour l'avenir

Pour 2020, l'impact annuel total sur le PIB (pertes liées au confinement strict et au confinement externe) de la crise de la covid-19 est estimé, par les partenaires CEROM, entre 52 et 62 milliards XPF (soit entre 5,6 % et 6,7 % du PIB)¹.

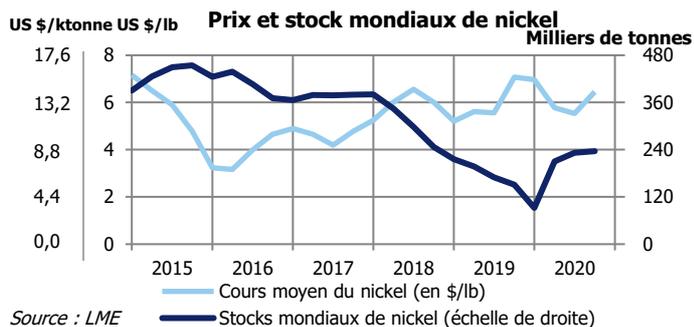
Interrogés sur leurs anticipations d'évolution de leur chiffre d'affaires pour l'année 2020, plus de la moitié des chefs d'entreprise prévoit une baisse par rapport à 2019. La dégradation du niveau d'activité est très forte dans le secteur du tourisme mais est beaucoup moins marquée pour les autres secteurs. Dans l'ensemble, cette perte est estimée à 12 %.

En outre, les professionnels restent, de manière globale, inquiets face à l'évolution des fondamentaux de leur activité. Ils sont encore nombreux à être pessimistes concernant les approvisionnements fournisseurs. Dans le secteur du commerce, ils sont 50 % à anticiper des difficultés pour reconstituer leurs stocks. Concernant les débouchés clients, les professionnels anticipent, dans l'ensemble, une situation moins défavorable, sauf dans le secteur primaire et le secteur touristique.

Quel impact auront les éléments suivants sur votre activité pour le trimestre à venir ?



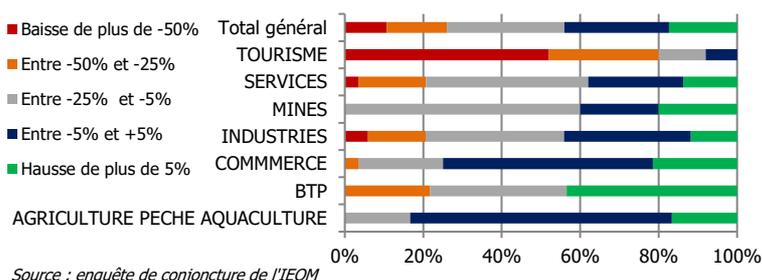
Source : enquête de conjoncture de l'IEOM



Source : LME

Source : LME

Anticipation du CA 2020 par rapport à l'année précédente



Source : enquête de conjoncture de l'IEOM

En parallèle de ces évolutions conjoncturelles, la situation des finances publiques inquiète. Déjà sous tension avant la crise de la COVID 19, elles doivent faire face à davantage de dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire (réquisition, rapatriement quatorzaine ...) et aux mesures de soutiens (chômage partiel ...), alors que les entrées fiscales sont réduites (les droits constatés de la TGC pour les 9 premiers mois 2020 sont en baisse de 5,3 % par rapport à 2019, soit -2 milliards XPF). Si le bouclage de l'année 2020 est rendu possible par le prêt AFD garanti par l'Etat de 28,6 milliards XPF, la problématique est déjà vive pour 2021 (le confinement externe a été prolongé à juillet 2021, l'IS de 2019 devrait être en berne...) avec dans son sillage celle des dotations pour les budgets des différentes collectivités et par conséquent des enveloppes de dépenses de fonctionnement et d'investissement ainsi que l'équilibre des comptes sociaux.

¹ Cf. Note CEROM : [La crise sanitaire de la Covid-19 contamine l'économie calédonienne en 2020 et surtout au-delà](#)

L'ÉCONOMIE MONDIALE AMORCE UNE LENTE REPRISE AU TROISIEME TRIMESTRE

Les dernières estimations publiées par le FMI en octobre 2020 anticipent un repli du PIB mondial de 4,4 % en 2020. Ces perspectives sont ainsi moins pessimistes qu'en juin dernier puisque le FMI tablait alors sur une contraction de 4,9 %. Cette révision s'explique par une moindre dégradation de l'activité au deuxième trimestre, en particulier dans les pays avancés, et par une reprise plus marquée au troisième trimestre. Cette estimation ne prend toutefois pas en compte les nouvelles mesures de confinement et de couvre-feu annoncées dans plusieurs pays européens au mois d'octobre, qui devraient peser sur l'activité durant les derniers mois de l'année. Pour 2021, la croissance économique mondiale pourrait s'établir à 5,2 %, soit une révision à la baisse de 0,2 point de pourcentage par rapport aux prévisions de juin.

Aux États-Unis, le PIB a rebondi au troisième trimestre pour progresser de 7,4 % en rythme trimestriel, après une chute de 9,1 % au trimestre précédent. La reprise de la consommation (+8,9 %) et de l'investissement privé (+16,3 %) sur le trimestre explique en grande partie cette tendance. Sur l'ensemble de l'année 2020, le FMI estime que le pays devrait enregistrer une baisse de son PIB de 4,3 %, nettement inférieure à ce qui avait été anticipé en juin (-8,0 %).

Dans la zone euro, le rebond a été encore plus marqué sur le trimestre puisque le PIB a augmenté de 12,6 % par rapport au trimestre précédent, soit la hausse la plus importante depuis le début des séries temporelles. À fin septembre, le taux de chômage a continué de croître pour s'établir à 8,3 % tandis qu'à l'inverse, le taux d'inflation s'est replié pour le deuxième mois consécutif (-0,3 %). Sur l'année entière, le PIB diminuerait de 8,3 % selon le FMI, avec des écarts marqués entre les pays.

En France, le PIB enregistre également une progression importante au troisième trimestre (+18,2 %) selon l'Insee. Les principales composantes du PIB rebondissent nettement, qu'il s'agisse de la consommation des ménages (+17,3 %), de l'investissement (+23,3 %), des importations (+16,0 %) ou des exportations (+23,2 %). Le FMI anticipe une chute du PIB de 9,8 % sur l'ensemble de l'année, plus marquée que celle estimée par la Banque de France (-8,7 %).

Le PIB a également retrouvé une trajectoire positive au Japon puisque le pays a enregistré une croissance de 5 % sur le trimestre. Le regain épidémique constaté aux mois de juillet et août a toutefois obéré la consommation des ménages et l'investissement des entreprises sur la période. Pour 2020, le FMI table sur une baisse du PIB de 5,3 % dans ses dernières estimations, soit une révision à la hausse de 0,5 point de pourcentage par rapport à juin.

Enfin, les pays émergents et en développement verraient leur PIB décliner de 3,3 % en 2020. Cette évolution masque toutefois d'importantes disparités entre les pays : la Chine pourrait voir son PIB croître de 1,9 % sur l'année tandis que l'Inde, le Brésil et le Mexique enregistreraient un repli de respectivement 10,3 %, 5,8 % et 9,0 %.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 17 novembre 2020.

ASIE PACIFIQUE : UNE REPRISE A PLUSIEURS VITESSES

La croissance chinoise a progressé de 4,9 % au troisième trimestre en glissement annuel grâce à un rebond de la production industrielle (+5,8%), qui revient sur son rythme d'avant crise, et à une légère augmentation des ventes au détail au troisième trimestre (+0,9% en glissement annuel). Le soutien public à l'investissement, l'appréciation du yuan, la maîtrise de la pandémie et l'augmentation du revenu disponible par habitant (+0,9% sur les neuf premiers mois de l'année) ont permis de stimuler la demande intérieure. Enfin, les exportations ont augmenté de 10,2% au T3 en glissement annuel, tandis que les importations ont augmenté de 4,3%. Sur l'année, le FMI prévoit une croissance légèrement inférieure à 2 %.

En Corée du Sud, le PIB a progressé de 1,9% au troisième trimestre, par rapport au trimestre précédent où il s'était contracté de 3,2%. Il s'agit de la première progression trimestrielle depuis le début de la pandémie, portée par le premier redressement des exportations depuis 6 mois (+7,7% en glissement annuel). En revanche, la dette publique coréenne progresse sous l'effet du 4ème budget supplémentaire et devrait atteindre 43,5% du PIB sur l'ensemble de l'année 2020.

L'Australie est rentrée en récession pour la première fois depuis 29 ans au cours du deuxième trimestre, avec une contraction du PIB de 7 % par rapport au trimestre précédent. La croissance devrait revenir en territoire positif au T3 2020. Des mesures fortes de relance, venant en parallèle d'une politique ultra-expansionniste de la Banque Centrale, ont été présentées à travers le budget de 2020-2021 qui comprend plus de 60 milliards d'euros d'allègements fiscaux. La Banque centrale a également mis en place, pour la première fois de son histoire, une politique officielle de rachat des bons du Trésor sur les marchés secondaires à hauteur de 100 Mds AUD sur 6 mois.

La zone Pacifique est toujours très affectée par les très strictes restrictions de voyage. A Fidji, selon la Banque Mondiale, le PIB devrait se contracter de plus de 20 % en 2020 et la chute de 75 % du nombre de visiteurs étrangers a déjà détruit 40 000 emplois dans le secteur touristique. Le taux de chômage pourrait atteindre 37% d'ici la fin de l'année, contre 17% pré-COVID, selon un nouveau rapport conjoint de la BASD et de l'ONU. Face à cette situation, le gouvernement a préparé un plan de relance de 3,7 milliards de dollars fidjiens pour protéger la population et soutenir l'activité économique.

Sources : Bureau of Statistics of China, Fiji Bureau of Statistics, direction Générale du Trésor, Banque Mondiale, Japan Times.